

Rapport annuel Jahresbericht

—
2020



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG**

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1	Introduction	3
1.1	Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2020	4
1.1.1	Partie générale	4
1	Einleitung	14
1.1	Tätigkeitsbericht 2020 des Kantonsgerichts	15

1.1.1	Allgemeiner Teil	15
1.1.2	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2020 (état au 31.12.2020)	25
	Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2020 (Stand 31.12.2020)	25
1.1.3	Partie statistique / Statistischer Teil	29

1 Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2020. Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 22 février 2021

Christian Pfammatter, Président

Frédéric Oberson, Secrétaire général

1.1 Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2020

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

En 2020, année marquée par la crise covid, le Tribunal cantonal a rendu 3124 arrêts. En comparaison avec l'année précédente (3270 dossiers liquidés), le taux de liquidation a légèrement diminué (-149 dossiers liquidés, soit -4.6%). On peut affirmer sur cette base que le Tribunal cantonal a été peu impacté par les effets de la pandémie quand bien même celle-ci a entraîné des mesures importantes de gestion et de conduite. Le nombre de nouvelles entrées a quant à lui baissé de 345 (2020: 2904 ; 2019 : 3249). Cette diminution, jointe à un taux de liquidation qui demeure important, a pour conséquence une baisse de dossiers pendants au 31 décembre 2020 (1052), soit 223 dossiers pendants de moins qu'au 31 décembre 2019 (1275). Le bilan de l'année 2020 est donc positif : l'ensemble du personnel, qui a grandement contribué à ce résultat malgré les effets de la crise covid, en est remercié.

Organisation et fonctionnement

En raison de la crise covid, le Tribunal plénier n'a pu se réunir qu'à trois reprises en 2020. Les Juges cantonaux ont accepté de déléguer une grande partie des tâches à la Commission administrative, laquelle a pris de nombreuses mesures en termes de gestion et de conduite du Tribunal cantonal. Conformément aux exigences de l'Etat de Fribourg, le plan de pandémie du Tribunal cantonal a été finalisé le 13 mars 2020. La Commission administrative s'est réunie le dimanche 15 mars 2020 de manière extraordinaire et a décidé de la mise en œuvre immédiate des mesures suivantes: 1) travail à domicile pour la grande majorité des juges, greffiers et personnel administratif 2) présence au Tribunal cantonal des membres de la Commission administrative, du Secrétaire général, des greffiers présidentiels, de l'adjointe administrative et de sa suppléante pour assurer la coordination avec les personnes en télétravail et la bonne marche des affaires. Le retour du personnel au Tribunal cantonal s'est fait de manière progressive : dès la semaine du 27 avril 2020, le personnel administratif a été ainsi renforcé, avec un tournus des personnes présentes et en télétravail. Dès le 11 mai 2020, un tournus des greffiers a été instauré, sur le même modèle que celui du personnel administratif. Dès le 17 août 2020, conformément aux directives du Conseil d'Etat et du Conseil de la magistrature, le personnel du Tribunal cantonal est retourné à sa place de travail habituelle ; constatant dans le même contexte que le télétravail a très bien fonctionné, la Commission administrative a toutefois prévu de le faire perdurer, pour les greffiers, à partir du 17 août 2020, avec l'accord des juges concernés, en vertu de conventions qu'elle a formellement approuvées (avec 2 jours de présence au Tribunal cantonal au minimum). Enfin, compte tenu de la recrudescence du nombre global de contaminations au Covid-19, la Commission administrative, à la suite de sa séance du 8 octobre 2020, a instauré un nouveau tournus des greffiers, sur le même modèle que précédemment, avec une présence de deux jours par semaine au maximum.

L'évolution de la situation et des décisions et directives prises dans ce contexte sont ainsi analysées en continu par la Commission administrative, laquelle communique immédiatement ses décisions et ses directives à l'ensemble des juges et du personnel du Tribunal cantonal.

Malgré la pandémie, le Tribunal cantonal a pu procéder aux inspections déléguées par le Conseil de la magistrature et à celles des autorités de poursuites et de faillites. Il a en outre pris plusieurs décisions par voie de circulation, notamment en se déterminant dans le cadre de 19 procédures de consultation et en procédant aux engagements de greffiers.

Quant aux manifestations auxquelles participe, usuellement et chaque année, le Tribunal cantonal, elles ont, pour la plupart, été annulées ou reportées en raison de la crise. Ainsi, le Tribunal cantonal, qui organisait en 2020 les

Journées des Juges administratifs de Suisse a dû les reporter en 2022, la prochaine édition de 2021 étant déjà organisée par le canton de Saint-Gall.

Le Tribunal cantonal continue d'être impliqué dans l'analyse, toujours en cours, du pouvoir judiciaire du canton de Fribourg. Il n'a toutefois pas attendu les résultats définitifs pour prendre des mesures internes, et ainsi donner suite aux pistes proposées dans le rapport, en améliorant sa communication interne. Par ailleurs, dite analyse a des implications directes sur le suivi du plan directeur du Tribunal cantonal, notamment en ce qui concerne le point 4 (cf. ci-dessous). Là aussi, le Tribunal cantonal n'a pas attendu les résultats de l'analyse pour prendre des mesures internes quant à la répartition de la charge de travail, en particulier en relation avec l'augmentation des nouveaux dossiers dans certaines cours.

Pour rappel le plan directeur priorise les 5 projets suivant :

Plan directeur 2017-2021: Portefeuille de cinq projets priorisés	
Projets	Brève description
1) Notification centralisée	Introduction d'une notification centralisée intégrant une impression centralisée. Premier pas vers le dossier électronique. Gain d'efficacité, en particulier pour le personnel administratif.
2) Organisation et exigences du personnel administratif	Avec l'introduction de la notification centralisée, les méthodes de travail du personnel administratif doivent être adaptées. Réflexions sur la structure et l'organisation de cette entité.
3) Dossier électronique	Amener graduellement le Tribunal cantonal vers le dossier électronique en mettant en œuvre plusieurs sous-projets tels que la numérisation de la bibliothèque et des archives.
4) Charge de travail	Analyse des tâches actuelles et des responsabilités dans le but de faciliter la répartition de la charge de travail.
5) Travail à temps partiel et télétravail	Clarification des conditions-cadre du travail à temps partiel et du télétravail à l'aide d'une directive interne.

Le Tribunal cantonal avait liquidé le point 5 en 2019 en se référant à la législation cantonale idoine. Les autres points du plan directeur sont suivis en relation avec le programme cantonal e-Justice, qui est actuellement en cours de réorganisation, et le programme fédéral Justitia 4.0. S'agissant des affaires informatiques courantes, la Commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ), soutenue par le Bureau informatique des autorités judiciaires (BIJ), poursuit ses travaux en collaboration avec le SITel. En ce qui concerne les outils et les accès informatiques mis à disposition durant la crise, le Tribunal cantonal a pu constater la grande réactivité du SITel et l'en a remercié. Pour ce qui a trait à la bibliothèque du Tribunal cantonal, affiliée à la Bibliothèque cantonale universitaire (BCU), laquelle gère le système de gestion informatique, la migration de RERO vers SLSP (Swiss Library Service Platform) a été finalisée.

1.1.1.1.1 Volume des affaires

Comme relevé dans les remarques générales, le bilan 2020 du Tribunal cantonal est très satisfaisant en matière de gestion du volume des affaires quand bien même la charge de travail demeure importante. La Commission administrative l'évalue régulièrement sur la base des statistiques. S'agissant des effets de la crise sur la charge du Tribunal cantonal, comme cela ressort de ses réponses adressées le 15 juillet 2020 au Conseil de la magistrature à la suite de l'enquête covid, il y a lieu de relever que l'autorité de recours est impactée à retardement, souvent plus d'une année après les effets ressentis en 1^{ère} instance. Il conviendra dès lors de refaire ultérieurement le point.

Pour des compléments, il convient de se référer aux données statistiques et explications données par chacune des cours du Tribunal cantonal.

1.1.1.2 Activité juridictionnelle

1.1.1.2.1 En général

1.1.1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

Tribunal cantonal	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	*1272	1296	1251	1325	1287	1302	1323
b) affaires enregistrées	2904	3249	3308	3289	3177	2868	2957
c) affaires liquidées	3124	3270	3264	3363	3139	2883	2978
d) affaires pendantes au 31 décembre	1052	*1275	1295	1251	1325	1287	1302

* La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2711 décisions en français et 392 en allemand, sans compter les 21 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

Cours civiles	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	*215	224	177	183	163	192	216
b) affaires enregistrées	1222	1279	1261	1263	1170	1099	1218
c) affaires liquidées	1231	1285	1214	1269	1150	1128	1242
d) affaires pendantes au 31 décembre	206	*218	224	177	183	163	192

* La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques

Langue des affaires liquidées

Les cours civiles ont rendu 1105 décisions en français et 126 en allemand.

Cours pénales	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	148	*182	179	154	156	134	155
b) affaires enregistrées	446	534	528	574	551	483	450
c) affaires liquidées	464	568	526	549	553	461	471
d) affaires pendantes au 31 décembre	130	148	*181	179	154	156	134

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.18 et le 01.01.19 s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

Langue des affaires liquidées

Les cours pénales ont rendu 406 décisions en français et 58 en allemand.

Cours administratives	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	906	888	890	986	965	974	949
b) affaires enregistrées	1217	1417	1499	1419	1441	1270	1272
c) affaires liquidées	1408	1399	1501	1515	1420	1279	1247
d) affaires pendantes au 31 décembre	715	906	888	890	986	965	974

Langue des affaires liquidées

Les cours administratives ont rendu 1200 décisions en français et 208 en allemand.

1.1.1.2.1.2 Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	223	114	84	69	15	2
II ^e Cour d'appel civil	272	106	20	5	2	4
Chambre des poursuites et faillites	114	43	7	3	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	71	68	9	0	0	0
Cour d'appel pénal	40	34	28	52	26	7
Chambre pénale	111	106	31	13	1	0
I ^e Cour administrative	38	50	45	57	51	11
II ^e Cour administrative	29	20	37	30	24	12
III ^e Cour administrative	74	105	18	24	10	1
Cour fiscale	14	26	31	25	4	0
I ^e Cour des assurances sociales	7	21	23	152	141	3
II ^e Cour des assurances sociales	16	37	51	115	104	2

1.1.1.2.1.3 Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté le Ministère public (à l'exception du Procureur général et de ses adjoints); le Tribunal d'arrondissement de la Sarine (la section pénale et la Greffière-cheffe); les Tribunaux d'arrondissement de la Glâne, de la Gruyère, du Lac et de la Veveyse; les Justices de paix de la Broye, de la Glâne de la Gruyère, du Lac, et de la Sarine; les Préfectures; l'Autorité de surveillance du Registre foncier; les Commissions de recours de l'Université, de recours en matière de premier relevé, de conciliation en matière de bail à loyer (de la Singine et du Lac, des districts du Sud et de la Sarine), de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de recours en matière d'améliorations foncières.

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept Offices de poursuites.

1.1.1.2.2 I^e Cour d'appel civil

En 2020 et pour la première fois, le nombre d'entrées au rôle de la I^e Cour d'appel civil a atteint la barre des 500 dossiers (416 dossiers en 2019). Près de 200 dossiers ont trait à des requêtes d'assistance judiciaire. S'agissant des dossiers de fond, ils concernent pour une grande partie des affaires du droit de la famille, qui nécessitent un traitement prioritaire, parfois au détriment de certains autres dossiers complexes. Malgré l'augmentation des entrées, le nombre de dossiers pendants est resté stable (132 au 31 décembre 2020 pour 138 au 31 décembre 2019). Ce résultat a pu être atteint grâce à un important taux de liquidation (507 dossiers). Pour ce faire, la Cour a pu notamment compter sur l'appui de juges suppléants et de greffiers expérimentés. La situation de la Cour est cela étant difficile et elle ne pourra probablement pas continuer à faire face de la sorte sans aide supplémentaire à sa charge de travail si celle-ci devait encore s'accroître ou si l'augmentation de dossiers dans d'autres cours devait réduire la disponibilité de ses membres pour traiter des affaires de la I^e Cour d'appel civil.

1.1.1.2.3 II^e Cour d'appel civil

La II^e Cour d'appel civil traite les appels et recours en matière de droit de la poursuite pour dettes et faillite, de bail à loyer et à ferme, de droit du travail, ainsi que les procédures en instance cantonale unique, principalement en matière de concurrence déloyale et de propriété intellectuelle. Les affaires enregistrées dans ces différents domaines sont passées de 318 à 242 en 2020. En l'état, il est difficile de dire s'il s'agit d'une diminution conjoncturelle due à la pandémie de Covid-19 ou d'une réduction structurelle pérenne. Il est à noter que, pour 38 affaires en suspens en fin d'année, 26 l'étaient depuis moins de trois mois.

La Cour traite également les requêtes d'entraide judiciaire provenant de l'étranger, qui ont été au nombre de 160 en 2020.

1.1.1.2.4 Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.1.2.5 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

En 2020, le nombre de dossiers a considérablement augmenté (160 en 2020, 99 en 2019, 119 en 2018). Par ailleurs, la complexité et l'urgence des dossiers sont restées très élevées. La charge de travail est ainsi importante, ces dossiers devant être traités prioritairement. La Cour s'est en outre déplacée à 6 reprises au Centre de soins hospitaliers de Marsens/Villars-sur-Glâne pour procéder à des auditions. Elle a également tenu une audience par visioconférence.

1.1.1.2.6 Cour d'appel pénal

La diminution des nouvelles affaires enregistrées durant l'année 2020 a permis de réduire le nombre d'affaires pendantes. En tant qu'autorité de deuxième instance, la Cour n'a été que peu impactée par la situation liée à l'épidémie de Covid-19. Si huit audiences ont dû être annulées durant le printemps, ces causes ont, à une exception près, depuis lors toutes pu être réassignées et jugées en respectant les exigences sanitaires lors des débats.

1.1.1.2.7 Chambre pénale

Le nombre d'affaires enregistrées en 2020, bien qu'en légère diminution par rapport à l'année précédente, est toujours important. La charge de travail demeure lourde, ce d'autant que la plupart des affaires nécessitent d'être traitée avec célérité. Les membres de la Chambre pénale fonctionnent toujours dans les cas de révision dont est saisie la Cour d'appel pénal.

1.1.1.2.8 I^e Cour administrative

L'activité de la I^e Cour administrative pour l'année 2020 n'amène pas de remarque particulière. Le nombre des nouvelles affaires a présenté une légère augmentation, passant de 232 à 248, tout comme le nombre de liquidations (119 en 2019 et 123 en 2020).

1.1.1.2.9 II^e Cour administrative

L'activité de la II^e Cour administrative pour l'année 2020 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.10 III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2020 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.11 Cour fiscale

L'activité de la Cour fiscale pour l'année 2020 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.12 I^e et II^e Cour des assurances sociales

En 2020, grâce à un effort conséquent et à l'octroi du poste à 100% en sureffectif, les liquidations (672) ont encore globalement pu être augmentées par rapport à l'année 2019, durant laquelle le taux de liquidation était déjà passé de 612 à 655 dossiers annuels.

A côté de cela, et pour la première fois depuis plusieurs années d'une augmentation constante, le nombre de dossiers nouvellement entrés a sensiblement baissé, chutant même à 496 (contre 688 en 2019 et 676 en 2018).

Cette année de transition a dès lors permis de réduire de manière conséquente le nombre de dossiers pendants (de 307 à 227 pour la I^e Cour et de 238 à 142 pour la II^e Cour, qui restent néanmoins respectivement les première et troisième cours les plus chargées du TC). Pour autant, à l'exemple de Genève, le but étant de liquider les affaires en assurances sociales dans un délai de six mois, on peut constater que les cours ne sont pas encore à jour ; en revanche, on peut se féliciter que le nombre de dossiers entrés depuis plus de neuf mois a pu également significativement baisser.

On peut ainsi, paradoxalement, se féliciter que la période covid n'a pas eu de conséquences, sinon positives, sur le fonctionnement des I^e et II^e Cours, soumises à procédure écrite et n'ayant dès lors pas eu à reporter des séances.

En revanche, on peut aussi se demander si ce n'est précisément pas cette période, exceptionnelle à bien des titres, qui a eu pour conséquence de provoquer une baisse des entrées des recours, les importants moyens financiers publics débloqués pour enrayer la crise ayant pu, dans les faits, différer le recours aux assurances sociales. Cette baisse est

très significative en 2020, mais rien ne dit qu'elle durera : tous les indicateurs sociaux-économiques sont au rouge et on l'on peut raisonnablement craindre que les assurances sociales, et tout particulièrement l'assurance-chômage, ne soient à nouveau rapidement débordées.

Quoi qu'il en soit, l'obtention récente d'un EPT supplémentaire en CDI à partir de l'année 2021 - les Présidents saisissent l'occasion de remercier la Commission de Justice du Grand Conseil et la Direction de la Justice de leur appui - devrait permettre de maintenir le cap en garantissant à terme une liquidation efficiente.

Le défi sera, naturellement, de maintenir la cadence. Au cours des années précédentes, un grand effort a été consenti par les rédacteurs, et la baisse heureuse du stock durant cette année 2020 a eu un impact positif sur la motivation, créant une satisfaction de voir les efforts au long cours enfin récompensés. Tout cela aurait été naturellement compromis si les entrées s'étaient maintenues au niveau de 2019. Cette situation aurait créé un sentiment d'impuissance.

Les deux Présidents ne peuvent encore et toujours que remercier, pour leur très appréciée contribution, les greffiers et les greffiers-rapporteurs et leurs collègues juges (ordinaires ou suppléants), ainsi que le précieux personnel du greffe. Ils les encouragent, toutes et tous, à garder un moral de galérien, sachant que les Cours des assurances sociales sont bien souvent contraintes de ramer à contre-courant...

1.1.1.3 Personnel

1.1.1.3.1 Juges

Il n'y a pas eu de changements parmi les Juges cantonaux. En 2020, le Conseil de la magistrature a fait droit à la demande du Tribunal cantonal d'augmentation du taux d'activité du Juge Yann Hofmann de 25% jusqu'à fin juin 2020 pour pallier les absences de Dominique Gross (congé maternité en 2018/2019) et de Marianne Jungo.

Juges suppléants

Les Juges Pierre Corboz et Georges Chanez, atteints par la limite d'âge fixée par la loi sur la justice, ont terminé leur activité à fin 2020. Pour les remplacer, le Grand Conseil a élu Sandrine Schaller Walker et Jean-Marc Sallin qui débiteront leur activité au 1^{er} janvier 2021. Il en va de même de Bruno Pasquier qui a été élu en remplacement d'Omblin de Poret Bortolaso, démissionnaire.

Activités accessoires des juges

S'agissant des activités accessoires des juges, Dina Beti est membre de la Commission du barreau et de la Commission des examens du barreau, et membre suppléante de la Commission du notariat. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour la formation de postgrade CAS (public management). Jérôme Delabays est membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Michel Favre est membre suppléant de la Commission du barreau. Johannes Frölicher préside le Conseil de la magistrature. Il œuvre également en tant que Juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation "les Buissonnets". Yann Hofmann est Juge fédéral suppléant, Vice-président de la Commission fédérale d'estimation – 5^{ème} arrondissement -, Président de la Commission arbitrale instituée par la Convention collective de travail INFRI/FOPIS et chargé de cours auprès de la Swiss Insurance Medicine SIM et du Centre forestier de formation CEFOR/BZW. Dominique Gross est membre suppléante de la Commission des examens du barreau. Marianne Jungo est membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Daniela Kiener fonctionne comme Juge pour les affaires en allemand de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Elle officie également en qualité de Présidente-suppléante de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral cantonal en matière d'assurance-maladie et accidents, Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2^{ème} arrondissement, ainsi que membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Vice-présidente

de l'Association St-Camille, à Marly. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité. Il est également Président de la Fondation sociale de la Caisse interprofessionnelle de chômage des industriels et artisans fribourgeois. Laurent Schneuwly préside la Commission cantonale de la transparence et de la protection des données. Il est Président remplaçant du Tribunal militaire de cassation. Marc Sugnaux est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléant de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le Comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre des comités de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et de l'Académie suisse de la magistrature. Il est en outre président de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Sandra Wohlhauser est membre de la Commission du barreau. En outre, elle préside la Commission informatique des autorités judiciaires ainsi que le Comité de pilotage du programme e-Justice et son Bureau. Elle est également membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg.

1.1.1.3.2 Greffe

Etat de situation (31.12.2020)

Fonction	Nombre de personnes
Juges cantonaux	16
Secrétaire général	1
Greffiers	26
Collaborateurs au sein du personnel administratif	19
Greffiers-stagiaires	5
Apprentis employés de commerce	2
Total	69

La situation du greffe du Tribunal cantonal a évolué depuis l'inspection de 2019 : à la suite de la séance plénière du 16 octobre 2019, le Tribunal cantonal a en effet pris la décision de déposer une demande de crédit extraordinaire équivalant à 1.5 d'EPT de greffier pour pallier la situation critique des cours des assurances sociales; donnant suite en partie à cette intervention, la Direction de la sécurité et de la justice a octroyé un poste à 100% de greffier pour une durée d'une année.

En 2020, sans compter les Juges cantonaux (14 EPT) et les engagements de durée déterminée, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué de 34.05 postes d'équivalents plein temps (EPT) (à relever qu'un 20% de poste de greffier sur budget du Tribunal cantonal est rattaché à la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité présidée par le Juge cantonal Christian Pfammatter ; poste de travail situé au Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation).

Comme relevé précédemment dans le rapport des I^e et II^e Cours des assurances sociales, l'octroi du poste à 100% en sureffectif pour une année a été pérennisé avec l'obtention d'un EPT supplémentaire de greffier-rapporteur en CDI à partir de 2021.

Départs-arrivées

Le poste de greffier accordé pour une année par la Direction de la sécurité et de la justice a donné lieu à l'engagement de Tania Chenux, en fonction depuis le 1^{er} février 2020. En remplacement d'Angelika Spiess, greffière alémanique à 90% (qui rédigeait également des arrêts en français), laquelle a résilié son contrat d'engagement pour la fin mai 2020, Mischa Poffet a été engagé depuis le 1^{er} juin 2020 à 60%. L'équivalent du 30% supplémentaire est en l'état octroyé à Pauline Volery. Dans le cadre de son engagement, elle remplace également Maude Favarger, en congé sabbatique jusqu'à fin juillet 2020, ainsi que Philippe Tena, engagé en qualité de coordinateur administratif au sein du programme e-Justice à 40%. A noter que celui-ci a démissionné de ce poste et retrouvera sa fonction de greffier-rapporteur à hauteur de 80% dès le 1^{er} janvier 2021. Le Tribunal cantonal a par ailleurs pallié l'absence de deux personnes dans le cadre de congés maternité : pour le remplacement d'Aleksandra Bjedov, Isabelle Löfgren a travaillé du 1^{er} décembre 2019 au 31 mai 2020 à 80%. Pour remplacer Stéphanie Morel, greffière à 80%, Carine Sottas a augmenté son taux d'activité de 50% à 100% du 1^{er} avril au 31 décembre 2020. Enfin, Ludovic Farine a officié en qualité de Président ad hoc auprès du Tribunal de la Broye à 50%, durant le congé maternité de Virginie Sonney. Il a continué son activité à 30% au Tribunal cantonal pour le traitement des appels contre les mesures provisionnelles et les mesures de protection de l'union conjugale. Ludovic Menoud a été engagé pour le remplacement des 50% du 1^{er} novembre 2019 au 30 avril 2020.

Personnel administratif

Il n'y a pas eu de changement au sein du personnel administratif.

Florence Roulin est félicitée pour l'octroi de son diplôme SEC Suisse de secrétaire juridique.

Suivi du personnel

Le personnel du greffe est évalué chaque année conformément à la législation sur le personnel.

1.1.1.4 Autres activités

Le Président, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité. La plupart d'entre elles ont toutefois été annulées ou reportées en raison de la crise covid.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les Juges au cours de l'année 2020 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Jérôme Delabays et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile et a participé à un cours destiné aux étudiants de l'Université de Fribourg sur la procédure civile dans la pratique. Il poursuit sa collaboration au Code de procédure civile annoté online. Il a collaboré aux Petit Commentaire du Code de procédure civile et collabore à la future édition du Commentaire romand du Code civil.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale, donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocats-stagiaires et a participé à un débat dans le cadre de la manifestation « Le droit dans le cinéma » organisée par l'Université de Fribourg.

Dominique Gross a rédigé un article pour la Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle (RSAS) concernant la protection juridique en droit de l'aide sociale (en collaboration avec Mischa Poffet).

Laurent Schneuwly a collaboré à l'édition du Petit commentaire du Code de procédure civile. Il donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocats-stagiaires (procédure civile de première instance).

Le 23 janvier 2020, Marc Sugnaux a participé comme intervenant à la soirée d'information annuelle destinée à présenter la jurisprudence récente et les nouveautés en matière de droit fiscal aux sociétés fiduciaires fribourgeoises. Les 24 et 25 janvier 2020, il a animé, sous l'angle du droit administratif, le séminaire annuel de formation des avocats-stagiaires qui s'est tenu à Morat. Début novembre 2020, il a effectué une présentation dans le cadre d'un webinaire adressé aux alumni de la Faculté de droit de l'Université de Fribourg, sur le thème de l'influence du temps qui passe en droit fiscal.

Dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature, Marc Sugnaux a assumé la responsabilité du module 5 « Justice et publicité ». Dans ce contexte, il a également donné un cours sur le rôle du juge en tant que « gestionnaire de la publicité ». Frédéric Oberson a quant à lui dispensé un cours en matière de relation entre les tribunaux et les médias.

Dans le cadre du CAS consacré à la Justice des mineurs, Sandra Wohlhauser a co-animé un atelier sur la procédure pénale des mineurs le 6 novembre 2020, à Fribourg. Elle a en outre participé au recueil des données dans le cadre du projet initié par la Direction de la santé et des affaires sociales portant sur l'élaboration d'une brochure d'information et de recommandations sur les questions de séparation et de divorce.

Catherine Faller donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur le recours et la révision en matière pénale. Elle est chargée de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale.

1 Einleitung

An den Justizrat

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Mitglieder des Justizrates

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 101 Abs. 2 JG unseren Bericht für das Jahr 2020 vorzulegen.

Freiburg, 22. Februar 2021

Christian Pfammatter, Präsident

Frédéric Oberson, Generalsekretär

1.1 Tätigkeitsbericht 2020 des Kantonsgerichts

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Im Jahr 2020, dem Jahr der Covid-Krise, fällte das Kantonsgericht 3124 Urteile. Die Erledigungsquote hat im Vergleich zum Vorjahr (3270 erledigte Dossiers) leicht abgenommen (– 149 erledigte Dossiers, d. h. – 4.6 %). Auf dieser Grundlage kann man sagen, dass die Auswirkungen der Pandemie das Kantonsgericht nur wenig beeinträchtigt haben, obgleich zu deren Bewältigung zahlreiche Verwaltungs- und Führungsmassnahmen umgesetzt werden mussten. Die Zahl der Neueingänge hat ihrerseits um 345 abgenommen (2020: 2904; 2019: 3249). Diese Abnahme hat zusammen mit einer weiterhin hohen Erledigungsquote zur Folge, dass die am Jahresende hängigen Dossiers um 223 Dossiers abgenommen haben (am 31. Dezember 2020: 1052; am 31. Dezember 2019: 1275). Die Bilanz des Jahres 2020 ist mithin positiv – ein Ergebnis, zu dem das ganze Personal trotz der Covid-Krise beigetragen hat. Dem Personal sei an dieser Stelle ganz herzlich gedankt.

Organisation und Arbeitsweise

Infolge der Covid-Krise konnte das Gesamtgericht im Jahr 2020 nur dreimal tagen. Die Kantonsrichter haben zugestimmt, einen grossen Teil der Aufgaben an die Verwaltungskommission zu delegieren, die zahlreiche Massnahmen zur Verwaltung und Führung des Kantonsgerichts getroffen hat. Der Pandemieplan des Kantonsgerichts wurde im Einklang mit den Anforderungen des Staates Freiburg am 13. März 2020 fertiggestellt. Die Verwaltungskommission trat am Sonntag, dem 15. März 2020 zu einer ausserordentlichen Sitzung zusammen und beschloss die sofortige Umsetzung folgender Massnahmen: 1) Der Grossteil der Richterschaft, der Gerichtsschreiber und des Verwaltungspersonals arbeitet im Homeoffice. 2) Die Mitglieder der Verwaltungskommission, der Generalsekretär, die Präsidialgerichtsschreiber, die Verwaltungsadjunktin und ihre Stellvertreterin bleiben am Kantonsgericht, um die Koordination mit den Personen im Homeoffice und den guten Geschäftsbetrieb sicherzustellen. Die Rückkehr des Personals an das Kantonsgericht erfolgte schrittweise: Ab der Woche vom 27. April 2020 wurde das Verwaltungspersonal durch einen Turnus der anwesenden und im Homeoffice arbeitenden Personen verstärkt. Ab dem 11. Mai 2020 wurde am Beispiel des Turnus des Verwaltungspersonals ein Turnus der Gerichtsschreiber eingeführt. Ab dem 17. August 2020 kehrte das Personal des Kantonsgerichts gemäss den Richtlinien des Staatsrates und des Justizrates an seinen gewohnten Arbeitsplatz zurück. Aufgrund der Feststellung, dass die Arbeit im Homeoffice sehr gut funktioniert hatte, beschloss die Verwaltungskommission indessen, diesen Modus ab dem 17. August 2020 für die Gerichtsschreiber fortzuführen (mit mindestens zwei Tagen Anwesenheit am Kantonsgericht); dies mit Zustimmung der betreffenden Richter und gestützt auf formell genehmigte Vereinbarungen. Als die Covid-19-Ansteckungen global wieder zunahmen, beschloss die Verwaltungskommission an ihrer Sitzung vom 8. Oktober 2020 einen erneuten Gerichtsschreiber-Turnus nach dem bisherigen Modell mit einer Anwesenheit von höchstens zwei Tagen pro Woche.

Die Verwaltungskommission verfolgt die Lage und die in diesem Kontext erlassenen Beschlüsse und Richtlinien aufmerksam und teilt ihre Beschlüsse und Richtlinien der Richterschaft und dem Personal des Kantonsgerichts umgehend mit.

Das Kantonsgericht konnte die vom Justizrat delegierten Inspektionen und die Inspektionen der Betriebs- und Konkursbehörden trotz der Pandemie durchführen. Es traf ausserdem mehrere Entscheide auf dem Zirkulationsweg, insbesondere seine Stellungnahmen in 19 Vernehmlassungsverfahren und die Anstellung von Gerichtsschreibern.

Die Veranstaltungen, an denen das Kantonsgericht üblicherweise jedes Jahr teilnimmt, mussten wegen der Krise mehrheitlich abgesagt oder verschoben werden. So musste das Kantonsgericht, das 2020 die Schweizerische Verwaltungsrichtertagung organisieren sollte, diese auf 2022 verschieben, weil die Ausgabe 2021 bereits vom Kanton St. Gallen organisiert wird.

Das Kantonsgericht ist weiterhin an der nach wie vor laufenden Analyse der richterlichen Gewalt des Kantons Freiburg beteiligt. Es hat indessen nicht die endgültigen Ergebnisse abgewartet, um den im Bericht enthaltenen Vorschlägen Folge zu leisten und interne Massnahmen zur Verbesserung seiner internen Kommunikation zu treffen. Die besagte Analyse hat zudem direkte Auswirkungen auf die Weiterverfolgung des Leitplans des Kantonsgerichts namentlich in Bezug auf Punkt 4 (s. unten). Auch hier hat das Kantonsgericht die Ergebnisse der Analyse nicht abgewartet, um interne Massnahmen für die Aufteilung der Arbeitslast zu treffen, insbesondere im Zusammenhang mit der Zunahme der neuen Dossiers in bestimmten Höfen.

Es wird daran erinnert, dass der Leitplan folgende fünf Projekte priorisiert:

Leitplan 2017–2021: Portfolio von fünf priorisierten Projekten	
Projekt	Kurzbeschreibung
1) Zentralisierte Zustellung	Einführung einer zentralisierten Zustellung mit integriertem zentralisiertem Druck. Erster Schritt zum elektronischen Dossier. Effizienzgewinn, vor allem beim Verwaltungspersonal.
2) Organisation und Anforderungen an das Verwaltungspersonal	Die Einführung der zentralisierten Zustellung erfordert eine Anpassung der Arbeitsmethoden des Verwaltungspersonals. Überlegungen über die Struktur und Organisation dieser Einheit.
3) Elektronisches Dossier	Schrittweise Heranführung des Kantonsgerichts an das elektronische Dossier durch die Umsetzung verschiedener Unterprojekte wie die Digitalisierung der Bibliothek und des Archivs.
4) Arbeitslast	Analyse der gegenwärtigen Aufgaben und Zuständigkeiten mit dem Ziel, die Aufteilung der Arbeitslast zu erleichtern.
5) Teilzeit- und Telearbeit	Klärung der Rahmenbedingungen der Teilzeit- und Telearbeit mit Hilfe einer internen Richtlinie.

Das Kantonsgericht hatte den Punkt 5 2019 gestützt auf die einschlägige kantonale Gesetzgebung erledigt. Die Umsetzung der anderen Punkte des Leitplans erfolgt in Verbindung mit dem kantonalen Programm e-Justice, das gegenwärtig reorganisiert wird, und dem eidgenössischen Programm Justitia 4.0. Was die laufenden Informatikgeschäfte angeht, setzt die Informatikkommission der Gerichtsbehörden (IKGB) mit Unterstützung des Informatikbüros der Gerichtsbehörden (IBGB) ihre Arbeiten in Zusammenarbeit mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) fort. Was die in der Krise bereitgestellten Informatikmittel und -zugänge angeht, konnte das Kantonsgericht eine grosse Reaktionsfähigkeit seitens des ITA feststellen, für die es ihm gedankt hat. Was die Bibliothek des Kantonsgerichts anbelangt, die der Kantons- und Universitätsbibliothek (KUB) angeschlossen ist, welche das Bibliothekssystem verwaltet, wurde die Migration von RERO zur SLSP (Swiss Library Service Platform) abgeschlossen.

1.1.1.1.1 Arbeitsvolumen

Wie in den allgemeinen Bemerkungen hervorgehoben wurde, ist die Bilanz des Kantonsgerichts im Jahr 2020 hinsichtlich der Verwaltung des Geschäftsvolumens durchaus befriedigend, auch wenn die Arbeitslast hoch bleibt. Die Verwaltungskommission beurteilt die Arbeitslast regelmässig gestützt auf die Statistiken. Was die Auswirkungen der Krise auf die Arbeitslast des Kantonsgerichts angeht, ist entsprechend seiner Antwort, die es im Rahmen der Covid-Erhebung am 15. Juli 2020 dem Justizrat erteilt hat, hervorzuheben, dass die Beschwerdebehörde Auswirkungen jeweils mit Verzögerung zu spüren bekommt, d. h. oftmals mehr als ein Jahr nachdem die Auswirkungen in der Erstinstanz verspürt wurden. Es wird deshalb später nochmals Bilanz gezogen werden müssen.

Für weitere Erläuterungen wird auf die Statistiken und auf die Erklärungen der einzelnen Höfe des Kantonsgerichts verwiesen.

1.1.1.2 Gerichtstätigkeit

1.1.1.2.1 Allgemeines

1.1.1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Höfe

Kantonsgericht	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	*1272	1296	1251	1325	1287	1302	1323
b) eingetragene Angelegenheiten	2904	3249	3308	3289	3177	2868	2957
c) erledigte Angelegenheiten	3124	3270	3264	3363	3139	2883	2978
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1052	*1275	1295	1251	1325	1287	1302

* Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2711 Urteile in französischer und 392 in deutscher Sprache gefällt. Hinzu kommen die 21 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

Zivilrechtliche Höfe	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	*215	224	177	183	163	192	216
b) eingetragene Angelegenheiten	1222	1279	1261	1263	1170	1099	1218
c) erledigte Angelegenheiten	1231	1285	1214	1269	1150	1128	1242
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	206	*218	224	177	183	163	192

* Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die zivilrechtlichen Höfe haben 1105 Urteile in französischer und 126 in deutscher Sprache gefällt.

Strafrechtliche Höfe	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	148	*182	179	154	156	134	155
b) eingetragene Angelegenheiten	446	534	528	574	551	483	450
c) erledigte Angelegenheiten	464	568	526	549	553	461	471
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	130	148	*181	179	154	156	134

*Die Differenz zwischen der Zahl der am 31.12.18 und am 01.01.19 hängigen Angelegenheiten erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 erst nach erfolgtem Druck der Statistik registriert wurde.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die strafrechtlichen Höfe haben 406 Urteile in französischer und 58 in deutscher Sprache gefällt.

Verwaltungsrechtliche Höfe	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	906	888	890	986	965	974	949
b) eingetragene Angelegenheiten	1217	1417	1499	1419	1441	1270	1272
c) erledigte Angelegenheiten	1408	1399	1501	1515	1420	1279	1247
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	715	906	888	890	986	965	974

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die verwaltungsrechtlichen Höfe haben 1200 Urteile in französischer und 208 in deutscher Sprache gefällt.

1.1.1.2.1.2 Dauer der Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 - 30 Tage	1- 3 Monate	3 - 6 Monate	6 - 12 Monate	1 - 2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	223	114	84	69	15	2
II. Zivilappellationshof und Präsident	272	106	20	5	2	4
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	114	43	7	3	0	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	71	68	9	0	0	0
Strafappellationshof	40	34	28	52	26	7
Strafkammer	111	106	31	13	1	0
I. Verwaltungsgerichtshof	38	50	45	57	51	11
II. Verwaltungsgerichtshof	29	20	37	30	24	12
III. Verwaltungsgerichtshof	73	105	18	24	10	1
Steuergerichtshof	14	26	31	25	4	0
I. Sozialversicherungsgerichtshof	6	21	23	152	141	3
II. Sozialversicherungsgerichtshof	16	37	51	115	104	2

1.1.1.2.1.3 Delegierte Aufsicht

Das Kantonsgericht inspizierte im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) die Staatsanwaltschaft (mit Ausnahme des Generalstaatsanwalts und seiner Stellvertreter); das Bezirksgericht der Saane (die strafrechtliche Abteilung und die Chef-Gerichtsschreiberin); die Bezirksgerichte der Glane, des Greyerz, des Sees und des Vivisbachs; die Friedensgerichte der Broye, der Glane, des Greyerz, des Sees und der Saane; die Oberämter; die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch; die Rekurskommission der Universität, die Rekurskommission für die Ersterhebung, die Schlichtungskommissionen in Mietsachen (der Sense- und des Sees, der südlichen Bezirke und der Saane), die Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben und die Rekurskommission für Bodenverbesserungen.

In seiner eigenen Zuständigkeit als Aufsichtsbehörde inspizierte das Kantonsgericht auch das Kantonale Konkursamt und die sieben Betreibungsämter.

1.1.1.2.2 I. Zivilappellationshof

2020 überschritt die Zahl der beim I. Zivilappellationshof eingetragenen Neueingänge erstmals die 500er-Marke (im Jahr 2019 waren es 416). Fast 200 Dossiers betrafen Gesuche um unentgeltliche Rechtspflege. Was die Sachdossiers angeht, betreffen diese zu einem grossen Teil familienrechtliche Angelegenheiten, die prioritär behandelt werden müssen, und dies manchmal auf Kosten anderer komplexer Dossiers. Die Zahl der Pendenzen ist trotz der Zunahme der Neueingänge stabil geblieben (132 am 31. Dezember 2020 gegenüber 138 am 31. Dezember 2019). Dies ist das Ergebnis einer hohen Erledigungsquote (507 Dossiers), die der Hof dank der Unterstützung erfahrener Ersatzrichter und Gerichtsschreiber erreicht hat. Die Lage des Hofes ist jedoch schwierig und er wird seine Arbeitslast wahrscheinlich nicht länger ohne zusätzliche Hilfe auf diese Art bewältigen können, wenn diese weiter zunehmen sollte oder wenn die Verfügbarkeit seiner Mitglieder für die Behandlung seiner Angelegenheiten infolge einer Zunahme von Dossiers in anderen Höfen abnehmen sollte.

1.1.1.2.3 II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt Berufungen und Beschwerden im Bereich des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts, des Miet- und Pachtrechts, des Arbeitsrechts und Verfahren als einzige kantonale Instanz hauptsächlich im Bereich des unlauteren Wettbewerbs und des geistigen Eigentums. Die Neueingänge in diesen Bereichen haben im Jahr 2020 von 318 auf 242 abgenommen. Zurzeit ist schwer zu sagen, ob es sich um einen konjunkturbedingten Rückgang infolge der Covid-19-Pandemie oder um einen dauerhaften strukturellen Rückgang handelt. Zu erwähnen ist, dass von den 38 Angelegenheiten, die Ende Jahr hängig waren, 26 weniger als drei Monate alt waren.

Der Hof behandelt auch Rechtshilfeersuchen aus dem Ausland, von denen es im Jahr 2020 160 gegeben hat.

1.1.1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Kammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

Die Fallbearbeitung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.5 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

2020 hat die Zahl der Dossiers beträchtlich zugenommen (160 im Jahr 2020, 99 im Jahr 2019 und 119 im Jahr 2018). Die Komplexität und die Dringlichkeit der Dossiers sind im Übrigen sehr hoch geblieben. Die Arbeitslast ist somit hoch, weil diese Dossiers prioritär behandelt werden müssen. Der Hof begab sich des Weiteren sechsmal ins Stationäre Behandlungszentrum in Marsens/Villars-sur-Glâne, um Anhörungen durchzuführen. Er hat auch eine Verhandlung per Videokonferenz abgehalten.

1.1.1.2.6 Strafappellationshof

Aufgrund des Rückgangs der Neueingänge im Jahr 2020 konnten die Pendenzen reduziert werden. Als Zweitinstanz wurde der Hof durch die Auswirkungen der Covid-19-Pandemie nur wenig beeinträchtigt. Im Frühling mussten zwar acht Verhandlungen abgesagt werden, doch konnten diese Angelegenheiten seither mit einer Ausnahme neu anberaumt und unter Einhaltung der Pandemieschutzmassnahmen an der Verhandlung erledigt werden.

1.1.1.2.7 Strafkammer

Die Zahl der im Jahr 2020 eingetragenen Neueingänge ist immer noch hoch, obwohl im Vorjahresvergleich ein leichter Rückgang verzeichnet wurde. Die Arbeitslast ist weiterhin hoch, auch weil die meisten Angelegenheiten

rasch behandelt werden müssen. Die Mitglieder der Strafkammer behandeln nach wie vor die Revisionsgesuche, die beim Strafappellationshof eingereicht werden.

1.1.1.2.8 I. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des I. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2020 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Die Neueingänge haben von 232 auf 248 leicht zugenommen, ebenso wie die Erledigungen (119 im Jahr 2019 und 123 im Jahr 2020).

1.1.1.2.9 II. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des II. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2020 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.10 III. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2020 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.11 Steuergerichtshof

Die Tätigkeit des Steuergerichtshofs im Jahr 2020 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.12 I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

2020 konnten die Erledigungen (672) dank erheblicher Anstrengungen und der Zusprechung einer ausserordentlichen Vollzeitstelle im Vorjahresvergleich global noch einmal erhöht werden. Im Jahr 2019 hatte sich die Erledigungsquote bereits von 612 auf 655 Dossiers erhöht.

Die Zahl der Neueingänge hat erstmals nach mehreren Jahren konstanter Zunahme spürbar abgenommen und ist auf 496 gefallen (gegenüber 688 im Jahr 2019 und 676 im Jahr 2018).

In diesem Übergangsjahr konnten die Pendenzen mithin erheblich reduziert werden (von 307 auf 227 im I. Hof und von 238 auf 142 im II. Hof; diese Höfe sind indessen weiterhin die mit der grössten bzw. drittgrössten Arbeitslast des KG). Mit Blick auf das Ziel, die sozialversicherungsrechtlichen Angelegenheiten am Beispiel von Genf innert Halbjahresfrist zu erledigen, besteht seitens der Höfe indessen noch Aufholbedarf. Dagegen ist zu begrüssen, dass die Zahl der seit über neun Monaten hängigen Angelegenheiten beträchtlich reduziert werden konnte.

Paradoxerweise hat sich die Covid-Periode somit nur positiv auf die Funktionsweise des I. und II. Hofes ausgewirkt, deren Verfahren vornehmlich schriftlich ist und die folglich keine Verhandlungen verschieben mussten.

Dagegen kann man sich fragen, ob es nicht eben diese in mehrfacher Hinsicht aussergewöhnliche Periode ist, die eine Abnahme der Beschwerdeeingänge zur Folge gehabt hat. Die umfangreichen finanziellen Mittel, die der Staat zur Verfügung gestellt hat, um die Auswirkungen der Krise abzdämpfen, können in der Praxis zur Folge gehabt haben, dass der Rückgriff auf die Sozialversicherungen aufgeschoben wurde. Die Abnahme ist im Jahr 2020 sehr bedeutend, doch ist völlig ungewiss, ob sie anhalten wird: Alle sozioökonomischen Kennzahlen sind im roten Bereich und es ist zu befürchten, dass die Sozialversicherungen und namentlich die Arbeitslosenversicherung künftig rasch wieder überlastet sein werden.

Wie dem auch sei, sollte es dank der kürzlichen Zusprechung eines zusätzlichen Vollzeitäquivalents (VZÄ) in Festanstellung, das ab 2021 im Einsatz ist, möglich sein, den Kurs zu halten und längerfristig eine effiziente Erledigung zu gewährleisten. Die Präsidenten nutzen diese Gelegenheit, um der Justizkommission des Grossen Rates und der Justizdirektion für ihre Unterstützung zu danken.

Die Herausforderung wird natürlich sein, den Rhythmus beizubehalten. In den letzten Jahren haben die Urteilsverfasser grosse Anstrengungen unternommen, und die Abnahme der Pendenzen, zu der es 2020 glücklicherweise gekommen ist, war wie Balsam für die Motivation und hat ein Gefühl der Zufriedenheit darüber ausgelöst, dass die langen Anstrengungen schlussendlich belohnt wurden. Dazu wäre es freilich nicht gekommen, wenn die Zahl der Neueingänge gleich hoch geblieben wäre wie 2019, was dann ein Gefühl der Ohnmacht ausgelöst hätte.

Die zwei Präsidenten danken den Gerichtsschreibern, Gerichtsschreiber-Berichterstatlern, ihren Richterkollegen (ordentlichen Richtern und Ersatzrichtern) und dem wertvollen Personal der Gerichtsschreiberei erneut für ihr sehr geschätztes Engagement und ermutigen sie in Anbetracht der Tatsache, dass die Sozialversicherungsgerichtshöfe oftmals gezwungen sind, gegen den Strom zu rudern, eine stählerne Moral zu bewahren...

1.1.1.3 Personal

1.1.1.3.1 Richter/innen

Bei den Kantonsrichtern hat es keinen Wechsel gegeben. 2020 hat der Justizrat dem Antrag des Kantonsgerichts stattgegeben, den Beschäftigungsgrad von Richter Yann Hofmann bis Ende Juni 2020 um 25 % zu erhöhen, um die Absenzen von Dominique Gross (Mutterschaftsurlaub 201/2019) und Marianne Jungo auszugleichen.

Ersatzrichter/innen

Richter Pierre Corboz und Georges Chanez haben die im Justizgesetz festgelegte Altersgrenze erreicht und Ende 2020 ihr Amt abgegeben. Um sie zu ersetzen, wählte der Grosse Rat Sandrine Schaller Walker und Jean-Marc Sallin, die ihr Amt am 1. Januar 2021 aufgenommen haben. Gleiches gilt für Bruno Pasquier, der gewählt wurde, um die abtretende Omblin de Poret Bortolaso zu ersetzen.

Nebentätigkeiten der Richter/innen

Was die Nebentätigkeiten der Richter/innen angeht, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltskommission und der Anwaltsprüfungskommission sowie Ersatzmitglied der Notariatskommission. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Er ist ausserdem Lehrbeauftragter für Recht an der HSW Freiburg im Rahmen des CAS Public Management. Jérôme Delabays ist Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Michel Favre ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Johannes Frölicher ist Präsident des Justizrates. Er amtiert auch als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und als Mitglied des Vorstandes des Früherziehungsdienstes und der Therapiestelle CTTS der Stiftung «Les Buissonnets». Yann Hofmann ist nebenamtlicher Richter am Bundesgericht, Stellvertreter des Präsidenten der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 5, Präsident des gestützt auf den Gesamtarbeitsvertrag INFRI/VOPSI gebildeten Schiedsrates und Lehrbeauftragter bei der Swiss Insurance Medicine SIM und beim Bildungszentrum Wald BZW/CEFOR. Dominique Gross ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo ist Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Daniela Kiener amtiert als Richterin für die deutschsprachigen Fälle der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Sie ist auch Stellvertretende Präsidentin des Schlichtungs- und Schiedsorgans bei kollektiven Streitigkeiten mit dem Staatspersonal (SSO). Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und Mitglied der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung, Stellvertreterin des Präsidenten der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2, und Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist Vizepräsidentin des Vereins St-Camille in Marly. Christian Pfammatter ist Vorsitzender der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit. Er ist auch Präsident der «Fondation sociale de la Caisse interprofessionnelle de chômage des industriels et artisans fribourgeois». Laurent Schneuwly ist Präsident der kantonalen Öffentlichkeits- und Datenschutzkommission und Stellvertreter des Präsidenten des Militärkassationsgerichts. Marc Sugnaux ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission und Ersatzmitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen. Er ist Vorstandspräsident der Vereine «Le Bosquet» in Givisiez. Er ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der

Schweizerischen Richterakademie. Ausserdem ist er Präsident des SSO. Sandra Wohlhauser ist Mitglied der Anwaltskommission. Sie ist auch Präsidentin der Informatikkommission für die Gerichtsbehörden und Vorsitzende des Steuerungsausschusses des Programms e-Justice und seines Büros. Ausserdem ist sie Mitglied der Informatikkommission des Staates Freiburg.

1.1.1.3.2 Gerichtsschreiberei

Personalbestand (31.12.2020)

Funktion	Anzahl Personen
Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter	16
Generalsekretär	1
Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber	26
Mitarbeitende des Verwaltungspersonals	19
Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -Praktikanten	5
Kaufmännische Lernende	2
Total	69

Die Lage der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts hat sich seit der Inspektion von 2019 entwickelt: An der Plenarsitzung vom 16. Oktober 2019 beschloss das Kantonsgericht, einen ausserordentlichen Kredit über 1,5 Gerichtsschreiber-VZÄ zu beantragen, um der kritischen Lage der Sozialversicherungsgerichtshöfe entgegenzuwirken. Die Sicherheits- und Justizdirektion gab diesem Antrag teilweise statt und sprach eine auf ein Jahr befristete Vollzeit-Gerichtsschreiberstelle zu.

2020 umfasste der Bestand der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts ohne die Kantonsrichter (14 VZÄ) und die befristeten Anstellungen 34,05 VZÄ. Es ist hervorzuheben, dass eine dem Budget des Kantonsgerichts zugerechnete 20 %-Gerichtsschreiberstelle der von Kantonsrichter Christian Pfammatter präsierten beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit zugewiesen ist; diese Stelle ist im Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe untergebracht.

Wie oben im Bericht des I. und II. Sozialversicherungsgerichtshofs erwähnt wurde, konnte die ausserordentliche Vollzeitstelle, die auf ein Jahr befristet war, in den ordentlichen Bestand überführt werden, da das Kantonsgericht für die Zeit ab 2021 ein zusätzliches Gerichtsschreiber-Berichterstatter-VZÄ in Festanstellung erhalten hat.

Weggänge – Neuzugänge

Gerichtsschreiber

Die Gerichtsschreiberstelle, die die Sicherheits- und Justizdirektion für ein Jahr zusprach, erhielt Tania Chenaux, die seit dem 1. Februar 2020 im Amt ist. Als Ersatz für die deutschsprachige Gerichtsschreiberin Angelika Spiess, die zu 90 % angestellt war, auch Urteile auf Französisch verfasste und per Ende Mai 2020 kündigte, wurde per 1. Juni 2020 Misha Poffet zu 60 % angestellt. Die verbleibenden 30 % wurden auf Pauline Volery übertragen. Diese ersetzte auch Maude Favarger, die bis Ende Juli 2020 in unbezahltem Urlaub war, und Philippe Tena, der zu 40 % als Verwaltungskoordinator im Programm e-Justice angestellt wurde. Dieser hat diese Stelle inzwischen gekündigt und am 1. Januar 2021 seine Gerichtsschreiber-Berichterstatter-Stelle zu 80 % wiederaufgenommen. Ausserdem hat das Kantonsgericht für den Ersatz zweier Personen während ihres Mutterschaftsurlaubs gesorgt: Als Ersatz für Aleksandra Bjedov arbeitete Isabelle Löfgren vom 1. Dezember 2019 bis am 31. Mai 2020 zu 80 %, und als Ersatz

für Stéphanie Morel, Gerichtsschreiberin zu 80 %, erhöhte Carine Sottas ihr Pensum vom 1. April bis am 31. Dezember 2020 um 50 % auf 100 %. Ludovic Farine amtierte während des Mutterschaftsurlaubs von Virginie Sonney zu 50 % als Präsident ad hoc am Gericht des Broyebezirks. Im Umfang von 30 % war er zur Behandlung von Berufungen gegen vorsorgliche Massnahmen und Eheschutzmassnahmen weiterhin beim Kantonsgericht tätig. Um ihn für die 50 % seines Pensums zu ersetzen, wurde vom 1. November 2019 bis am 30. April 2020 Ludovic Menoud angestellt.

Verwaltungspersonal

Beim Verwaltungspersonal ist kein Wechsel zu verzeichnen.

Wir gratulieren Florence Roulin für die Erlangung des Diploms KFMV Schweiz als Anwaltssekretärin.

Personalbetreuung

Das Personal der Gerichtsschreiberei wird jedes Jahr nach der Personalgesetzgebung beurteilt.

1.1.1.4 Weitere Tätigkeiten

Der Präsident, weitere Kantonsrichter und der Generalsekretär haben an den verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen war. Die meisten Veranstaltungen wurden jedoch wegen der Covid-Krise abgesagt oder verschoben.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die Weiterbildungsveranstaltungen, die die Richter im Jahr 2020 besucht haben, sind in den Formularen aufgeführt, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Jérôme Delabays und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikanten Kurse in Zivilprozessrecht und hat an einem Kurs für Studierende der Universität Freiburg über das Zivilverfahren in der Praxis teilgenommen. Er wirkt weiterhin an der Zivilprozessordnung Online mit. Er hat am «Petit commentaire du Code de procédure civile» mitgewirkt und wirkt an der künftigen Ausgabe des «Commentaire romand du Code civil» mit.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS Strafrecht, er erteilt Kurse im Rahmen des Ausbildungszyklus des FAV für Anwaltspraktikanten und hat im Rahmen der Veranstaltung «Recht im Film», die von der Universität Freiburg organisiert wird, an einer Diskussionsrunde teilgenommen.

Dominique Gross hat für die Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge (SZS) einen Beitrag zum Rechtsschutz im Sozialhilferecht verfasst (gemeinsam mit Mischa Poffet).

Laurent Schneuwly hat am «Petit commentaire du Code de procédure civile» mitgewirkt. Er erteilt Kurse im Rahmen des Ausbildungszyklus des FAV für Anwaltspraktikanten (in erstinstanzlichem Zivilverfahren).

Am 23. Januar 2020 nahm Marc Sugnaux als Referent am jährlichen Informationsabend für freiburgische Treuhandgesellschaften über die jüngste Rechtsprechung und die neusten Entwicklungen im Bereich des Steuerrechts teil. Am 24. und 25. Januar 2020 leitete er den verwaltungsrechtlichen Teil des jährlichen Ausbildungsseminars für Anwaltspraktikanten, das in Murten stattfand. Anfangs November 2020 hielt er im Rahmen eines Webinars für die

Alumni der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg eine Präsentation über den Zeitfaktor im Steuerrecht.

Marc Sugnaux war im Rahmen des CAS Judikative der Schweizerischen Richterakademie mitverantwortlich für das Modul 5 «Gericht und Öffentlichkeit». In diesem Kontext hielt er auch einen Vortrag über die Rolle des Richters als Öffentlichkeitsmanager. Frédéric Oberson hat seinerseits einen Kurs über die Beziehungen zwischen den Gerichten und den Medien gehalten.

Sandra Wohlhauser hat im Rahmen des CAS Jugendjustiz am 6. November 2020 in Freiburg einen Workshop über das Jugendstrafverfahren mitgeleitet. Ausserdem war sie im Rahmen des Projekts der Direktion für Gesundheit und Soziales über die Ausarbeitung einer Broschüre mit Informationen und Empfehlungen in Trennungs- und Scheidungsfragen an der Datensammlung beteiligt.

Catherine Faller erteilt den Anwaltspraktikanten Kurse über die Beschwerde und die Revision im Strafprozess. Sie ist Lehrbeauftragte an der Hochschule ARC-ERMP im Rahmen des CAS Strafjudikative.

Annexe / Beilage

1.1.2 Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2020 (état au 31.12.2020) Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2020 (Stand 31.12.2020)

Président / Präsident

Vice-président / Vizepräsident

Membres / Mitglieder

Christian Pfammatter

Michel Favre

Dina Beti

Marc Boivin

Jérôme Delabays

Markus Ducret

Johannes Frölicher

Dominique Gross

Yann Hofmann

Marianne Jungo

Daniela Kiener

Catherine Overney

Anne-Sophie Peyraud

Laurent Schneuwly

Marc Sugnaux

Sandra Wohlhauser

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

Annick Achtari
François-Xavier Audergon
Felix Baumann
Olivier Bleicker
Sonia Bulliard Grosset
Jenny Castella
Georges Chanez
Pierre Corboz
Francine Defferrard
Omblin de Poret Bortolaso
Catherine Faller
Susanne Fankhauser
Debora Friedli
Caroline Gauch
Tarkan Göksu
Catherine Hayoz
Michel Heinzmann
Christophe Maillard
Mélanie Maillard Russier
Séverine Monferini Nuoffer
Jean-Luc Mooser
André Riedo
Armin Sahli
Daniel Schneuwly
Erika Schnyder
Kurt Schwab
Pascal Terrapon
Catherine Yesil-Huguenot

Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

I^{er} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président / Präsident
Membres / Mitglieder

Jérôme Delabays
Dina Beti
Sandra Wohlhauser
Laurent Schneuwly

II^{er} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président / Präsident
Membres / Mitglieder

Dina Beti
Catherine Overney
Michel Favre
Markus Ducret

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Président / Präsident	Catherine Overney
Membres / Mitglieder	Dina Beti
	Markus Ducret

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Président / Präsident	Sandra Wohlhauser
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays
	Michel Favre
	Laurent Schneuwly

Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président / Präsident	Michel Favre
Membres / Mitglieder	Catherine Overney
	Dina Beti
	Markus Ducret

Chambre pénale / Strafkammer

Président / Präsident	Laurent Schneuwly
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays
	Sandra Wohlhauser

Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Marianne Jungo
Membres / Mitglieder	Anne-Sophie Peyraud
	Christian Pfammatter
	Dominique Gross
	Yann Hofmann

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président / Präsident	Christian Pfammatter
Membres / Mitglieder	Johannes Frölicher
	Dominique Gross
	Yann Hofmann

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Anne-Sophie Peyraud
Membres / Mitglieder	Marianne Jungo
	Johannes Frölicher
	Dominique Gross
	Yann Hofmann

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président / Präsident

Marc Sugnaux

Membres / Mitglieder

Christian Pfammatter

Dina Beti

Daniela Kiener

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident

Marc Boivin

Membres / Mitglieder

Dominique Gross

Yann Hofmann

Marianne Jungo

Marc Sugnaux

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident

Johannes Frölicher

Membres / Mitglieder

Daniela Kiener

Anne-Sophie Peyraud

Marc Sugnaux

1.1.3 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.3.1 Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2019
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	138	114
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	501	416
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	507	392
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	132	138

Provenance / Herkunft	2020	2019
Sarine / Saane	113	92
Singine / Sense	11	11
Gruyère / Greyerz	31	22
Lac / See	19	11
Glâne / Glane	21	8
Broye/ Broye	28	14
Veveyse / Vivisbach	20	19
Justice de paix de la Broye / Friedensgericht des Broyebezirks	1	0
Justice de paix du Lac / Friedensgericht des Seebezirks	1	1
Justice de paix de la Sarine / Friedensgericht des Saanebezirks	9	1
Justice de paix de la Singine / Fridensgericht des Sensebezirks	1	0
*Autres / Andere	252	213
Total	507	392

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2019
Admis / <i>Gutheissung</i>	31	29
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	105	91
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	5
Rejet / <i>Abweisung</i>	104	76
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	31	16
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	3	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	13	8
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	24	25
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	158	112
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	24	22
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	5	1
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	2	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	5
Désignation (récusations) / <i>Bezeichnung (Ausstände)</i>	1	0
Total	507	392

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	1	1
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	116	88
dont mesures protectrices de l'union conjugale / <i>davon Eheschutzmassnahmen</i>	54	48
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	12	1
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	5	0
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	19	8
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung</i>	0	1
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	1	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	6	9
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	3	1
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	3	0
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	7	5
Sursis et remise de frais judiciaires / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	0	2
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	3	1
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	0	1
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	4	3
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	2	1
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	53	57
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	55	42
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	9	15
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	197	146
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	4	4
Révision / <i>Revision</i>	0	2
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	1
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung</i>	0	1
Interprétation et rectification / <i>Erläuterung und Berichtigung</i>	3	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	0
Total	507	392

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2019
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	*55	90
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	402	541
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	409	573
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	48	*58

Sont incluses les demandes d'entraide judiciaire internationale / internationale Rechtshilfeersuchen inbegriffen

* La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques / Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik

Provenance / Herkunft	2020	2019
Sarine / Saane	68	122
Singine / Sense	13	19
Gruyère / Greyerz	38	48
Lac / See	17	15
Glâne / Glane	8	19
Broye / Broye	19	15
Veveyse / Vivisbach	11	10
Autorités étrangères / Ausländische Behörden	158	212
Autres / Andere	77	113
Total	409	573

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2019	
Admis / Gutheissung	43	72	
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	12	9	
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	4	
Rejet / Abweisung	69	80	
Irrecevables / Nichteintreten	34	82	
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	36	20	
Retrait / Rückzug	9	20	
Transaction / Vergleich	0	5	
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	2	9	
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	6	5	
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	0	0	
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	7	8	
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	3	0	
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	27	44	
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	2	
Passe-expédient / Streitabstand	0	1	
Transmission des entraidés judiciaires / Übermittlung der Rechtshilfe	158	212	
	par arrêt / mit Urteil	7	13
	par transmission simple / ohne Urteil	151	199
Total	409	573	

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	3	15
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	18	26
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	0	2
Travail / <i>Arbeit</i>	5	8
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	22	18
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	138	189
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	30	36
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	106	149
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	38	54
Appel/recours sur mesures provisionnelles / <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	10	7
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung</i>	1	1
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	2	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	0	1
Sursis et remise des frais de justice / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	2	0
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	3	2
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	0	3
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	1	1
Révision / <i>Revision</i>	0	2
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	1	9
Concurrence déloyale / <i>Unlauterer Wettbewerb</i>	3	2
Raison de commerce / <i>Geschäftsfirmen</i>	1	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	0	3
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	0	2
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung</i>	0	2
Entraide judiciaire internationale / <i>Internationale Rechtshilfe</i>	158	212
Propriété intellectuelle et protection des données / <i>Geistiges Eigentum und Datenschutz</i>	1	11
Langue de la procédure / <i>Verfahrenssprache</i>	1	1
Total	409	573

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**Statistique générale / Allgemeine Statistik**

	2020	2019
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	11	9
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	159	223
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	167	221
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	3	11

Provenance / Herkunft

	2020	2019
Sarine / Saane	27	34
Singine / Sense	7	12
Gruyère / Greyerz	3	13
Lac / See	4	5
Glâne / Glane	0	2
Broye / Broye	9	12
Veveyse / Vivisbach	8	5
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	67	97
Autres / Andere	42	41
Total	167	221

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2020	2019
Admis / Gutheissung	19	115
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	11	12
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Rejet / Abweisung	35	45
Irrecevables / Nichteintreten	6	15
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	0
Sans objet / Gegenstandslos	14	24
Retrait / Rückzug	2	3
Visé / Geprüft	69	-
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	2
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0
Passe-expédient / Nouvelle décision aut. inf. / Streitabstand / Neuer Entscheid	1	1
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	8	0
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	0	3
Total	167	221

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	58	85
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	2	5
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	0	1
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	1	0
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	69	96
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	8	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	15	22
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	14	9
Total	167	221

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens	2020	2019
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	86	130
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	26	34
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	38	34
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	17	23
Total	167	221

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2019
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	11	11
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	160	99
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	148	99
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	23	11

Provenance / Herkunft	2020	2019
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	28	24
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	10	7
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	19	16
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	10	12
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	6	1
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	9	5
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	8	7
Autres / Andere	58	27
Total	148	99

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2019
Admis / Gutheissung	23	11
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	11	6
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	1
Irrecevables / Nichteintreten	18	20
Rejet / Abweisung	44	21
Retrait / Rückzug	3	9
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	29	10
AJ (avec avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	5	3
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	1	2
Désignation / Bezeichnung	0	2
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	8	8
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	2
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	3
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	1
Total	148	99

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Recours / <i>Beschwerde</i>	75	63
dont placements à des fins d'assistance / <i>davon Fürsorgerische Unterbringung</i>	12	11
dont protection de l'adulte / <i>davon Erwachsenenschutz</i>	21	29
dont effets de la filiation / <i>davon Wirkungen des Kindesverhältnisses</i>	41	23
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	39	17
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	4	2
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	17	8
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	0	1
Sursis et remise des frais judiciaires / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	0	2
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	2	0
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	0	1
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung</i>	6	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	3	2
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Höhe der Entschädigung</i>	2	2
Total	148	99

1.1.3.2 Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	2020	2019
Statistique générale / Allgemeine Statistik		
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	99	115
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	165	181
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	187	197
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	77	99

Provenance / HerkunftTribunal pénal d'arrondissement / *Bezirksstrafgericht*

	2020	2019
Sarine / Saane	31	41
Singine / Sense	8	6
Gruyère / Greyerz	21	14
Lac / See	3	8
Glâne / Glane	4	2
Broye / Broye	9	5
Veveyse / Vivisbach	2	0
Total	78	76

Juge de police / *Polizeirichter*

	2020	2019
Sarine / Saane	29	35
Singine / Sense	17	3
Gruyère / Greyerz	9	13
Lac / See	7	8
Glâne / Glane	3	2
Broye / Broye	4	11
Veveyse / Vivisbach	3	2
Total	72	74

	2020	2019
Tribunal des mineurs / <i>Jugendgericht</i>	1	3
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	6	7
Ministère public / <i>Staatsanwaltschaft</i>	8	8
Autres / <i>Andere</i>	22	29

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2019
Admis / Gutheissung	19	16
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	40	43
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	1
Rejet / Abweisung	65	63
Irrecevables / Nichteintreten	5	14
Sans objet / Gegenstandslos	43	38
Retrait / Rückzug	15	19
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	0	1
AJ (avec avocat) accordée/ URP (mit Anwalt) gewährt	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	1
Total	187	197

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Appels / Berufungen	160	158
Récusation / Ausstand	1	7
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / Untersuchungs- oder Sicherheitshaft	2	2
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	4	2
Assistance judiciaire et défense d'office / Unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung	10	3
Assistance judiciaire (recours) / Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)	0	5
Révision / Revision	8	14
Indemnités et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	1	0
Sursis et remise de frais / Stundung und Erlass der Verfahrenskosten	1	6
Total	187	197

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2019
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	49	67
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	266	343
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	262	361
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	53	49

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht

	2020	2019
Sarine / Saane	3	5
Singine / Sense	0	2
Gruyère / Greyerz	3	1
Lac / See	1	2
Glâne / Glane	0	0
Broye / Broye	0	1
Veveyse / Vivisbach	0	0
Total	7	11

Juge de police / Polizeirichter

	2020	2019
Sarine / Saane	10	18
Singine / Sense	2	0
Gruyère / Greyerz	2	8
Lac / See	4	2
Glâne / Glane	1	2
Broye / Broye	8	3
Veveyse / Vivisbach	0	1
Total	27	34

	2020	2019
Ministère public / Staatsanwaltschaft	136	185
Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht	29	27
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	2	4
Autres / Andere	61	100

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2019
Admis / <i>Gutheissung</i>	31	32
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	16
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	19	21
Rejetés / <i>Abweisung</i>	120	130
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	40	80
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	-
Retirés / <i>Rückzug</i>	6	15
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	3
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	15	30
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	3	8
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	4	11
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	1	-
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	12	12
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	3	2
Total	262	361

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Recours / <i>Beschwerden</i>	168	223
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	5	7
Récusation / <i>Ausstand</i>	20	28
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	30	60
Assistance judiciaire (recours) / <i>Beschwerde unentgeltliche Rechtspflege</i>	1	0
Consultation du dossier / <i>Akteneinsicht</i>	4	1
Déni de justice /retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung /Rechtsverzögerung</i>	7	1
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	2	9
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	19	25
Séquestre / <i>Arrest</i>	6	7
Total	262	361

Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2019
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	0	0
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	15	10
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	15	10
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2019
Admis / Gutheissung	15	10
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	0
Irrecevable / Nichteintreten	0	0
Total	15	10

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2019
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	15	10
Divers / Verschiedenes	0	0

1.1.3.3 Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2019
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	156	166
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	247	232
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	252	242
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	151	156

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2020	2019
Admission / Gutheissung	16	19
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	3	9
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	9
Rejet / Abweisung	90	88
Irrecevabilité / Nichteintreten	7	5
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	7	4
Retrait / Rückzug	9	15
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	14	8
Transaction / Ratification / Vergleich/Genehmigung	2	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	59	54
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	2
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	2
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	17	9
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	12	9
AJ/DO (avec avocat) partiellement octroyée / URP/AV (mit Anwalt) teilweise gewährt	1	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	5	8
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	1
Total	252	242

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Etablissement et séjour / <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	55	74	129	77	52
Droits politiques / <i>Politische Rechte</i>	1	4	5	3	2
Agents des collectivités publiques / <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	16	19	35	18	17
Affaires communales / <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	3	4	7	4	3
Responsabilité des collectivités publiques / <i>Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger</i>	9	7	16	9	7
Ecole et formation / <i>Schule und Bildung</i>	2	7	9	4	5
Exécution des peines et mesures / <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	6	11	17	16	1
Avocats, notaires / <i>Anwälte, Notare</i>	2	2	4	3	1
Droit des personnes et famille / <i>Personen- und Familienrecht</i>	0	1	1	0	1
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte / <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	1	8	9	9	0
Protection des données / <i>Datenschutz</i>	1	3	4	0	4
Loi sur l'information et l'accès aux documents / <i>Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten</i>	3	5	8	4	4
Structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE) <i>Familienergänzende Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG)</i>	0	2	2	1	1
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer</i>	0	2	2	1	1
Révision / <i>Revision</i>	1	0	1	1	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	0	3	3	1	2
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	2	0	2	1	1
Procédures autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	13	26	39	25	14
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	13	13	12	1
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	0	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	38	54	92	60	32
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	2	1	3	2	1
Total	156	247	403	252	151

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2019
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	87	94
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	158	158
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	152	165
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	93	87

Mode de liquidation / Erledigungsart	2020	2019
Admission / Gutheissung	23	32
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	2	5
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	2
Rejet / Abweisung	50	44
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	5
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	8	18
Retrait / Rückzug	12	17
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	8	2
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	2	3
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	37	33
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	1	2
Total	152	165

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Aménagement du territoire et constructions / <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	59	82	141	76	65
Protection de l'environnement / <i>Umweltschutz</i>	2	2	4	2	2
Forêts / <i>Forstwesen</i>	1	1	2	1	1
Marchés publics / <i>Beschaffungswesen</i>	3	7	10	8	2
Protection contre les incendies et les éléments naturels / <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	2	6	8	5	3
Domaine public / <i>Öffentliche Sachen</i>	1	1	2	2	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	2	3	3	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Remise de frais / <i>Erlass der Gerichtskosten</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	1	2	3	2	1
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	6	7	4	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	15	29	44	29	15
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	14	15	15	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	0	3	3	2	1
Total	87	158	245	152	93

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2019
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	70	208
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	208	215
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	232	197
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	46	70

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2020	2019
Admission / Gutheissung	4	16
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	4	6
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	8	2
Rejet / Abweisung	80	66
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	37	37
Retrait / Rückzug	41	25
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	9	3
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	34	30
Rayé du rôle (défaut) / Abschreibung (Abwesenheit)	1	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	4	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	1	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	3	7
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	4	1
Total	232	197

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Circulation routière et transports / <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	39	92	131	105	26
Droit social / <i>Sozialrecht</i>	6	1	7	7	0
Agriculture / <i>Landwirtschaft</i>	5	5	10	8	2
Economie / <i>Wirtschaft</i>	1	0	1	1	0
Commerces et établissements publics / <i>Handel und Gastgewerbe</i>	4	4	8	7	1
Animaux / <i>Tiere</i>	1	7	8	4	4
Travail / <i>Arbeit</i>	1	1	2	2	0
Santé publique / <i>Öffentliche Gesundheit</i>	1	5	6	5	1
Registre du commerce / <i>Handelsregister</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	23	28	25	3
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	20	20	19	1
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	2	30	32	28	4
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	5	16	21	18	3
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	0	1	1	0	1
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Total	70	208	278	232	46

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2019
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	48	64
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	108	124
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	100	140
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	56	48

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2020	2019
Admission / Gutheissung	0	4
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	7	21
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	0
Rejet / Abweisung	46	65
Irrecevabilité / Nichteintreten	5	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	9	16
Retrait / Rückzug	8	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	6	3
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	4	2
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	2	6
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	6	2
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	1
Total	100	140

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques / <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	25	71	96	63	33
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	12	8	20	14	6
Impôt à la source / <i>Quellensteuer</i>	0	2	2	0	2
Impôt sur les gains immobiliers / <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	1	1	2	1	1
Droits de mutation et gages immobiliers / <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	1	1	2	1	1
Impôts sur les successions et les donations / <i>Erbschafts- und Schenkungssteuer</i>	0	1	1	0	1
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole / <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	0	1	1	1	0
Taxe d'exemption de l'obligation de servir / <i>Wehrpflichtersatz</i>	1	0	1	1	0
Taxe de séjour / <i>Aufenthaltstaxe</i>	0	7	7	7	0
Contributions publiques communales / <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	7	3	10	4	6
Taxes cantonales / <i>Kantonale Abgaben</i>	1	3	4	2	2
Emoluments administratifs / <i>Verwaltungsgebühren</i>	0	3	3	2	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts / <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	0	2	2	0	2
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	2	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	0	1	1	0	1
Total	48	108	156	100	56

1^o Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2019
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	307	275
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	267	345
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	347	313
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	227	307

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2020	2019
Admission / Gutheissung	25	26
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	27	17
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	25	23
Rejet / Abweisung	173	141
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	8	8
Retrait / Rückzug	11	11
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	5	13
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	27	29
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	4
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	22	25
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	11	8
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	4	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	2	6
Total	347	313

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	85	112	197	105	92
Assurance-accident / <i>Unfallversicherung</i>	82	49	131	78	53
Assurance-chômage / <i>Arbeitslosenversicherung</i>	68	33	101	75	26
Allocations familiales / <i>Familienzulagen</i>	5	1	6	4	2
Allocations familiales dans l'agriculture / <i>Landwirtschaftliche Familienzulagen</i>	0	1	1	0	1
Aide sociale / <i>Sozialhilfe</i>	6	7	13	10	3
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer</i>	0	3	3	3	0
Révision / <i>Revision</i>	4	1	5	5	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	4	4	1	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	3	5	3	2
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	54	52	106	61	45
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	1	2	2	0
Total	307	267	574	347	227

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2019
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	238	237
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	229	343
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	325	342
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	142	238

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2020	2019
Admission / Gutheissung	20	24
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	17	22
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	31	43
Rejet / Abweisung	134	99
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	4
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	15	15
Retrait / Rückzug	10	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	4	15
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	4	9
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	29	41
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	34	24
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	10	13
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	7	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	1	2
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	5	11
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	4
Total	325	342

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants / <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	9	7	16	12	4
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	113	93	206	148	58
Prestations complémentaires / <i>Ergänzungsleistungen</i>	16	20	36	24	12
Assurance-maladie / <i>Krankenversicherung</i>	7	11	18	12	6
Prévoyance professionnelle / <i>Berufliche Vorsorge</i>	20	14	34	20	14
Allocations pour perte de gain / <i>Erwerbsersatz</i>	2	14	16	13	3
Assurance-maladie complémentaire LCA / <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	5	8	13	6	7
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	2	2	2	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	7	7	4	3
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	5	7	5	2
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	63	46	109	76	33
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	1	2	2	0
Total	238	229	467	325	142

1.1.3.4 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden

	2020	2019
I ^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	26	11
II ^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	23	31
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	4	8
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	9	7
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	27	40
Chambre pénale / Strafkammer	35	44
I ^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	29	35
II ^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	19	15
III ^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	11	13
Cour fiscale / Steuergerichtshof	9	8
I ^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	43	34
II ^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	21	21
Total	256	267

Recours traités / Erledigte Beschwerden / Modes de liquidation / Erledigungsarten

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

	2020	2019
Admis / Gutheissung	0	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	0
Rejetés / Abweisung	7	4
Irrecevables / Nichteintreten	2	4

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

	2020	2019
Admis / Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	1
Rejetés / Abweisung	6	5
Irrecevables / Nichteintreten	17	22
Retirés / Rückzug	0	1

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

	2020	2019
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	3

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ *Kindes- und Erwachsenenschutzhof*

	2020	2019
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	8	5

Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof*

	2020	2019
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	17	20
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	1
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0

Chambre pénale / *Strafkammer*

	2020	2019
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	17	27
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	3

I^e Cour administrative / *I. Verwaltungsgerichtshof*

	2020	2019
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	30	16
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	5	12
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	1
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

II^e Cour administrative / *II. Verwaltungsgerichtshof*

	2020	2019
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	7	7
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

	2020	2019
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	7
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	3	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour fiscale / *Steuergerichtshof*

	2020	2019
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	10
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

	2020	2019
Admis / <i>Gutheissung</i>	6	6
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	3	3
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	2	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	19	16
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	4
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	8	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	1
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

	2020	2019
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	2
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	0	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	7	15
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	3	1
Total	241	263